

Communiqué du Conseil d'Etat

2 novembre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Soutien à un événement culturel au Palais des Nations	4
Promotion de la sécurité alimentaire dans des communautés défavorisées au Brésil.....	4
Genève	5
Conditions de circulation sur le pont du Mont-Blanc : vers une amélioration concertée	5
Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2012	6
Engagement en faveur des Jeux de Genève.....	6
Répartition annuelle des attributions du Fonds de l'aide au sport	6
Soutien financier aux Ateliers d'ethnomusicologie.....	7
Fixation des taux de capitalisation pour l'année fiscale 2011	7
Constitution de la Fondation communale immobilière de Satigny	8
Assurance-maternité cantonale : maintien du taux de cotisation pour 2012	8
Promulgation de la loi sur le protocole et adoption du règlement d'application.....	8
Nominations.....	10
Entrée en vigueur d'une loi	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

Soutien à un événement culturel au Palais des Nations

Le Conseil d'Etat a accordé une contribution de 20'000 francs au spectacle *Human Writes* que présentera la [compagnie William Forsythe](#) au Palais des Nations les 23, 24 et 25 février 2012. Outre l'intérêt de la venue à Genève du célèbre chorégraphe new-yorkais et de sa troupe, l'ouverture au public, à cette occasion, du Palais des Nations en soirée présente un caractère exceptionnel.

Le Conseil d'Etat sait gré à la direction générale de l'ONU à Genève d'avoir pris toutes les dispositions permettant l'accès de la population à cette manifestation.

Une telle collaboration s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris en vue du rayonnement de Genève et du rapprochement des organisations internationales établies à Genève avec la population locale.

Invité par l'[Association pour la danse contemporaine](#), en collaboration avec le [Festival Antigél](#), *Human Writes* reflète l'histoire des droits humains et des entraves à leur réalisation. Les œuvres graphiques qui seront créées durant les représentations seront vendues aux enchères au profit de projets d'ONG installées à Genève.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Promotion de la sécurité alimentaire dans des communautés défavorisées au Brésil

Le Conseil d'Etat a octroyé un soutien de 160'200 francs sur deux ans (2011-2012) à un projet présenté par la [Swiss Philanthropy Foundation](#), dont l'objectif général est la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de l'Etat de Paraiba (nord-est du Brésil) grâce à la mise en place d'un modèle de production agricole durable.



Le projet propose une formation sur la production agricole diversifiée et biologique par une utilisation rationnelle des ressources et le recyclage des déchets. Il est également prévu d'organiser une coopérative pour commercialiser les produits agricoles et permettre aux adhérents de constituer un fonds de solidarité pour financer un volet socio-médical, le remboursement des prêts et l'investissement dans les outils de production.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Conditions de circulation sur le pont du Mont-Blanc : vers une amélioration concertée

En réponse à un courrier de la section genevoise du Touring Club Suisse (TCS), le Conseil d'Etat indique qu'il s'engage à consolider dans les mois à venir les analyses de l'impact de la création d'une voie de bus sur le pont du Mont-Blanc en direction de Cornavin. En parallèle, il étudiera toutes les mesures d'accompagnement utiles visant à fluidifier le trafic en lien avec ce nouvel aménagement de la circulation situé sur un axe stratégique. Le projet fera ensuite, à bien plaisir, l'objet d'une enquête publique, selon les dispositions prévues par les articles 4 et suivants de la [loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(LaLCR\)](#), permettant ainsi à tout un chacun de faire des observations sur la mise en place du marquage nécessaire à cette voie bus.

Concernant l'affectation aux transports publics de l'une des six voies de circulation du pont du Mont-Blanc moyennant certaines conditions (à laquelle la section genevoise du TCS se déclare favorable), le Conseil d'Etat rappelle que cette option est à l'étude depuis plus de dix ans, dans le but d'améliorer les conditions de circulation tant pour les transports publics que pour le trafic individuel. La direction générale de la mobilité (DGM) a ainsi procédé à une série d'analyses fines et à diverses simulations, qui parviennent à des conclusions similaires à celles évoquées par le TCS. Parallèlement à la consultation publique prévue, le Conseil d'Etat présentera les résultats des études aux principaux acteurs genevois concernés dans le cadre du Conseil des déplacements (CODEP).

Dans sa réponse au TCS, le Conseil d'Etat indique par ailleurs, pour ce qui est du stationnement, qu'il s'est déjà engagé formellement en faveur d'un compromis « à la zurichoise » à travers l'adoption du plan directeur du stationnement le 25 août 2010 (voir [point de presse](#)). Ce compromis prévoit que les places de parc supprimées en surface soient compensées. L'inscription d'un tel compromis dans la [LaLCR](#) est d'ailleurs à l'ordre du jour. Enfin, ce principe de compensation devrait permettre de réaliser une piétonisation significative du centre-ville, renforçant par là son attrait de « centre commercial à ciel ouvert », avec la réalisation d'un parking sur la rive gauche.

Le Conseil d'Etat se réjouit de cette évolution favorable des conditions de la mise en œuvre d'une politique de mobilité pacifiée, en phase avec la réalité d'une métropole de près d'un million d'habitants.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIM, ☎ 022 327 96 01.

Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2012

Le Conseil d'Etat a arrêté sa stratégie relative à la gestion de la dette pour l'exercice 2012. Celle-ci se situe dans la continuité de l'action poursuivie depuis dix ans, tout en tenant compte de l'évolution des taux d'intérêts et de celle de la dette elle-même.

Les objectifs suivants ont été fixés :

- le taux d'intérêt moyen de la dette ne doit pas se situer au-delà de 2,3% (contre un maximum de 2,5% fixé pour 2011) ;
- la proportion maximale des emprunts à taux variable demeure fixée à 30% et celle des emprunts à court terme à 25% (proportions inchangées) ;
- la durée moyenne des emprunts dont l'échéance est supérieure à une année est maintenue idéalement à 7,3 ans (inchangé).

La stratégie de gestion de la dette est définie chaque année afin de consolider l'existant et de préparer le moyen et le long terme de manière à minimiser le coût de la dette, ceci dans un contexte économique et financier actuellement marqué par d'importantes incertitudes.

Pour toute information complémentaire : Mme Adriana Jost, directrice de la trésorerie générale de l'Etat, DF, ☎ 022 546 13 70.

Engagement en faveur des Jeux de Genève

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du projet des Jeux de Genève, mis sur pied conjointement depuis janvier 2011 par l'[Association genevoise des sports \(AGS\)](#), les administrations de l'Etat de Genève et de la Ville de Genève. Les Jeux de Genève se dérouleront dans plusieurs centres sportifs du canton les 12 et 13 mai 2012 et réuniront les meilleurs jeunes compétiteurs de vingt-deux disciplines sportives.

Le Conseil d'Etat a inscrit à son [programme de législation](#) sa volonté d'organiser à l'échelle régionale avec l'AGS ces nouveaux Jeux de Genève. C'est donc la première pierre de l'édifice qui est ainsi posée, ouvrant la voie à la création de l'Association des Jeux de Genève. Ces Jeux ne seront pas seulement une manifestation multisports, mais également un temps de rencontre et d'échange entre l'ensemble des personnes actives dans le sport genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Répartition annuelle des attributions du Fonds de l'aide au sport

En vertu du règlement sur l'aide au sport (RAS), le Conseil d'Etat a décidé de la répartition 2011 des attributions du Fonds de l'aide au sport, sur la base de la proposition de la commission cantonale d'aide au sport, pour la part du bénéfice de la Loterie romande revenant au canton de Genève et destinée au soutien du sport genevois.

Ce sont au total 3,531 millions de francs qui, après déduction des frais administratifs, du soutien cantonal au Tour de Romandie et des aides immédiates accordées en cours d'année, sont attribués aux bénéficiaires

dans les domaines du sport associatif, de la promotion de la relève, du sport d'élite, du sport pour tous, des infrastructures sportives et des manifestations sportives.

La majorité des soutiens financiers est attribuée aux clubs et associations faîtières, qui représentent la colonne vertébrale du sport genevois fonctionnant essentiellement grâce au bénévolat. Le montant total attribué est en hausse de plus de 3% par rapport à 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Soutien financier aux Ateliers d'ethnomusicologie

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté accordant aux [Ateliers d'ethnomusicologie \(Adem\)](#) une aide financière annuelle de 129'350 francs pour les années 2012 à 2015.

Ce soutien s'inscrit dans la convention tripartite liant la Ville et l'Etat aux Adem pour les années 2012-2015 et faisant suite à la précédente convention, dont les résultats ont fait l'objet d'une évaluation positive.

Largement reconnus à Genève pour leurs activités valorisant la diversité culturelle et la transmission du patrimoine musical, les Adem offrent au public un vaste programme consacré aux musiques du monde, ainsi que des activités pédagogiques et des stages à l'attention de tous les publics. L'association contribue aussi à encourager la création artistique par le soutien aux artistes du monde résidant en région genevoise.

Le travail des Ateliers d'ethnomusicologie en lien avec les activités d'enseignement, avec diverses manifestations multiculturelles et avec les musiques du monde correspond pleinement à la politique menée par l'Etat en matière d'accès et de sensibilisation à la culture, en particulier par le soutien à la création indépendante.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, ☎ 022 546 66 70.



Fixation des taux de capitalisation pour l'année fiscale 2011

Le Conseil d'Etat a fixé les taux de capitalisation pour l'année fiscale 2011, servant à calculer la valeur fiscale des immeubles locatifs. Il a adopté en ce sens une modification du règlement d'application de la [loi sur l'imposition des personnes physiques \(LIPP\)](#).

Les taux retenus reprennent les propositions de la commission paritaire d'experts instituée conformément à l'art. 50, lettre a, de la LIPP du 27 septembre 2009 :

	2010	2011
a) Immeubles de logements de moins de 20 ans	4,96%	4,96%
b) Immeubles de logements de plus de 20 ans	6,29%	6,01%
c) Immeubles HBM, HLM, HCM, et HM	7,00%	7,00%
d) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les zones d'affectation du sol 1 et 2	4,86%	4,45%
e) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les autres zones	6,36%	5,90%

La valeur des immeubles locatifs est calculée en capitalisant l'état locatif annuel aux taux fixés chaque année. Les taux sont déterminés sur la base des transactions constatées sur le marché immobilier entre le 1^{er} janvier de l'année précédente et le 30 juin de l'année fiscale en cours, à l'exception des immeubles de la catégorie c, pour lesquels le taux se fonde sur le taux de rendement moyen admis par l'office financier du logement.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Gendraud, directeur des personnes morales, des titres et de l'immobilier, DF, ☎ 022 327 79 49.

Constitution de la Fondation communale immobilière de Satigny

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi de création de la Fondation communale immobilière de Satigny, en application de l'article 2 de la [loi sur les fondations de droit public](#).



La création de cette fondation s'inscrit dans une volonté de la commune de conduire une politique du logement permettant à sa population de bénéficier de logements confortables à des loyers correspondant à ses besoins, notamment au bénéfice de la législation cantonale et fédérale en matière de logement à but social et de logement d'utilité publique.

La commune a souhaité que la Fondation puisse réaliser toutes les opérations en rapport avec son but, notamment acquérir des immeubles ou parties d'immeubles, des droits de superficie et des actions de sociétés immobilières, de construire ou de faire construire des immeubles, de les transformer et de les gérer.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Assurance-maternité cantonale : maintien du taux de cotisation pour 2012

Suivant la proposition du conseil d'administration du fonds cantonal de compensation de l'assurance-maternité, le Conseil d'Etat a maintenu le taux de cotisation paritaire de l'assurance-maternité cantonale à 0,09% des salaires et/ou revenus soumis à cotisation.

Selon les projections liées à l'évolution probable de la masse salariale assurée, ce taux de cotisation permettra de financer l'intégralité des prestations dues tout en préservant la réserve légale du fonds cantonal de compensation de l'assurance maternité.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Promulgation de la loi sur le protocole et adoption du règlement d'application

Le Conseil d'Etat a adopté l'arrêté de promulgation de la nouvelle loi sur le protocole du 1^{er} septembre 2011 (voir [ci-dessous](#)). Dans ce contexte, il a également adopté le nouveau règlement sur le protocole.

Ce règlement prend en compte les exigences du Grand Conseil relatives à la tenue et au comportement appropriés dans des circonstances officielles, cadre le régime des visites de courtoisies, formalise la

prestation de serment des nouveaux policiers et d'événements auxquels le Conseil d'Etat est associé. Il détermine, enfin, les circonstances justifiant des cortèges. L'ordre protocolaire a été complété notamment pour insérer la Cour des comptes et, conformément à la loi, rehausser le rang des députés.

Le règlement rappelle que le service du protocole est notamment chargé d'assister le Conseil d'Etat dans les cérémonies et manifestations que celui-ci organise, d'accompagner le gouvernement dans des manifestations officielles et de contribuer à l'accueil de hautes personnalités internationales.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nominations

Nouvelle directrice générale de l'office cantonal des assurances sociales



Le Conseil d'Etat a confirmé la nomination par le conseil d'administration de l'office cantonal des assurances sociales (OCAS) de Mme **Natalia Weideli Bacci** au poste de directrice générale de l'OCAS, fonction qu'elle exerce depuis le 1^{er} mai 2011. Mme Weideli Bacci assume déjà la direction de l'office cantonal de l'assurance invalidité (OCAI) depuis octobre 2007, fonction qu'elle conservera à l'avenir.

Agée de 39 ans, originaire de Kreuzlingen (TG), Mme Weideli Bacci est détentrice d'une licence en psychologie et d'un diplôme d'études supérieures en psychologie obtenus à la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FAPSe) de l'Université de Genève, ainsi que d'un diplôme d'études supérieures obtenu à la faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne.

Mme Weideli Bacci a travaillé à la FAPSe, puis comme psychologue dans le cadre de l'assurance invalidité. Dès 2001, elle a occupé un poste de cheffe de division au sein de cette même assurance avant d'en prendre la direction.

A la tête de l'OCAI, Mme Weideli Bacci a conduit avec succès différentes réformes, notamment la mise en œuvre de la 5^e révision de l'AI et de ses mesures de prévention et de réinsertion professionnelle. En sa qualité de directrice générale de l'OCAS, Mme Weideli Bacci est notamment amenée à diriger et à assurer une administration rationnelle de l'OCAS en coordonnant les deux institutions qui le composent – à savoir la caisse de cantonale de compensation et l'office de l'assurance-invalidité – et en facilitant leur collaboration avec les autres services en charge des politiques d'insertion et d'emploi. L'OCAS emménagera l'été 2012 sur le même site que l'office cantonal de l'emploi entièrement restructuré, dans l'ancienne poste de Montbrillant.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Entrée en vigueur d'une loi

Au cours de sa séance, le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTREE EN VIGUEUR
Loi du 1^{er} septembre 2011 sur le protocole (B 1 25 – 10651)	Grand Conseil	Mardi 8 novembre 2011 (lendemain de la promulgation dans la FAO).

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de sa parution dans la FAO.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
4 novembre 11h00	Cérémonie de pose de la première pierre du nouveau bâtiment des lits des Hôpitaux universitaires de Genève (BDL2)	Rue Alcide-Jentzer	DCTI DARES	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
15 novembre 10h30	Premier coup de pioche du CEVA	Gare marchandises de La Praille Accès par la route du Grand-Lancy 1-7 1212 Grand-Lancy	DCTI	Caroline Monod ☎ 022 716 06 85 ou 079 473 32 99
8 décembre 14h00	Enquête aux frontières	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16